

VOUS INFORME QUE CE DOCUMENT FAIT L'OBJET D'UNE PROCEDURE DE

SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Le présent document est établi en un (1) exemplaire original signé par voie électronique par chacune des parties, qui ont consenti à l'utilisation de ce procédé et reconnu comme totalement valable ledit procédé de signature.

La version numérique de ce document a une valeur juridique probante complète, sa re-matérialisation sur papier n'est pas nécessaire.

La signature électronique vaut signature de **toutes les pages** et en conséquence remplace le **paraphe** de chacune des pages.

Les Parties reconnaissent que le procédé technique de signature électronique mis en œuvre permet de garantir et constituer la preuve de (i) l'identification du signataire du document, (ii) la préservation de l'intégrité de son contenu. Les Parties renoncent expressément à contester la recevabilité, la validité et la force probante de la signature électronique du présent document.

Les Parties conviennent que l'acte signé ce jour (i) constituera l'original dudit acte (ii) constituera une preuve par écrit, au sens des articles 1364 et suivants du Code civil, pouvant être valablement opposée aux Parties (iii) sera susceptible d'être produit en justice en cas de litige.

Les Parties reconnaissent enfin que le présent document signé par voie électronique sera le cas échéant admis comme original devant les tribunaux et fera la preuve des contenus qu'il contient, preuve recevable, valable et opposable entre les Parties, de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante qu'un document qui revêt une signature manuscrite, conformément aux articles 1356, 1366 à 1368 du Code civil.

Les signataires ci-dessous ont signé numériquement :

Didier BOYE

✓ Certifié par  yousign

Signé le 06-05-2026
par Didier BOYE

PREVENTION MAIF

Association

*275, Rue du Stade
79180 CHAURAY*

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport sur les comptes annuels



Didier BOYE

Commissaire aux Comptes

Nicolas VIAUD

Commissaire aux Comptes

Adresse de correspondance : 33, Rue Charles Darwin – 79000 NIORT
Tél. : 05 49 17 83 50 – Fax : 05 49 17 83 55 – Email : niort-audit@tgs-france.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**Exercice clos le 31 décembre 2025**

Aux membres de l'association PREVENTION MAIF

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PREVENTION MAIF, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION :

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changements liés à la réglementation comptable » de l'annexe des comptes annuels présentant les conséquences du changement de méthode comptable lié à la première application des dispositions du règlement ANC 2022-06.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le paragraphe sur les « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose celles retenues pour l'établissement des comptes annuels et notamment pour ce qui concerne l'évaluation des immobilisations, des subventions, des fonds dédiés ainsi que des contributions volontaires en nature. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié leur caractère approprié et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre

à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Niort
Pour **TGS France Audit**,

Didier BOYE
Commissaire aux Comptes

Bilan actif

	Exercice 2025			Exercice 2024
ACTIF	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	215 751	213 504	2 246	3 142
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 880 179	1 501 483	378 696	519 045
Immobilisations corporelles				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	12 903		12 903	12 903
Prêts				
Autres	1 504 199		1 504 199	1 504 199
TOTAL (I)	3 613 032	1 714 987	1 898 045	2 039 289
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés	3 745		3 745	12 378
Créances				
Créances clients usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	26 752		26 752	62 255
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 585 932		1 585 932	1 639 569
TOTAL (II)	1 616 429	0	1 616 429	1 714 202
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 229 461	1 714 987	3 514 473	3 753 491

Bilan passif

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	7 906 224	7 906 224
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	-4 210 602	-3 957 177
Excédent ou déficit de l'exercice	-228 706	-253 424
Situation nette (sous-total)	-4 439 307	-4 210 602
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	3 466 916	3 695 623
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	5 247	5 562
TOTAL (II)	5 247	5 562
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 538	23 586
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	27 772	28 721
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (IV)	42 310	52 307
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 514 473	3 753 492

Compte de Résultat (1)

COMPTE DE RESULTAT		Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations			
Ventes de biens et services			
Ventes de biens			
dont ventes de dons en nature			
Ventes de prestations de services			
dont parrainages			
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation		111 619	283 174
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels		250	
Mécénats		2 500 000	2 500 000
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges			
Utilisations des fonds dédiés		3 278	945
Autres produits		11 696	8 676
TOTAL I		2 626 843	2 792 795
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Variation de stocks			
Autres achats et charges externes		2 464 900	2 694 284
Aides financières		38 040	15 000
Impôts, taxes et versements assimilés		0	4 627
Salaires et traitements		151 093	137 779
Charges sociales		45 333	41 931
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		203 108	183 866
Dotations aux provisions			
Reports en fonds dédiés		2 963	4 651
Autres charges		33 066	37 496
TOTAL II		2 938 503	3 119 634
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		-311 659	-326 838
PRODUITS FINANCIERS			
De participations			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés		85 694	95 458
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL III		85 694	95 458
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL IV			
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)		85 694	95 458
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)		-225 965	-231 380

Compte de Résultat (2)

COMPTE DE RESULTAT		Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion			17 666
Sur opérations en capital			
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	17 378		
TOTAL V	17 378	17 378	17 666
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion			
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions			17 378
TOTAL VI	0	0	17 378
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		17 378	288
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		20 118	22 332
Total des produits (I+III+V)		2 729 915	2 905 919
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		2 958 621	3 159 343
5 - EXCEDENT OU DEFICIT		-228 706	-253 424
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature	2 227 365		2 018 863
Bénévolat	9 086 508		9 225 144
TOTAL	11 313 873	11 313 873	11 244 007
EMPLOIS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens	16 034		16 689
Prestations	2 211 331		2 002 174
Personnel bénévole	9 086 508		9 225 144
TOTAL	11 313 873	11 313 873	11 244 007

Description de Prévention MAIF

Constitution et caractéristiques de l'association :

Créée le 11 décembre 1980 sous l'égide de la MAIF (Mutuelle Assurance des Instituteurs de France), il s'agit d'une association régie par la loi du 1er juillet 1901, dénommée : ASSOCIATION PRÉVENTION MAIF.

L'Association a reçu plusieurs agréments :

- Agrément au titre d'association complémentaire de l'enseignement public
- Agrément au titre d'association nationale de jeunesse et d'éducation populaire

Elle est également signataire de nombreuses conventions de partenariat (ministères, collectivités, organismes divers).

Depuis décembre 2015, l'association Prévention MAIF est reconnue d'Intérêt général.

Son siège est situé au 275 rue du Stade – 79180 CHAURAY

L'objet :

L'association a pour objet, par l'information et l'éducation, la sensibilisation au risque, la prévention des accidents et les actions en faveur du climat, en direction de tout public.

Ses actions sont portées par des valeurs de laïcité, d'entraide, de partage, de solidarité et de responsabilités individuelle et collective.

Elle s'interdit toute discussion politique, religieuse ou syndicale.

Sa raison d'être :

« Parce que l'écoute et l'attention portée à soi, à l'autre et au monde sont des conditions nécessaires à l'épanouissement individuel et collectif,

Nous voulons, par une approche positive, préparer chaque citoyen à l'expérience des risques rencontrés au cours de sa vie pour qu'il puisse les anticiper et agir en responsabilité.

Association mobilisée dans chaque territoire avec son collectif d'acteurs engagés et ses partenaires, nous nous dotons de 5 principes pour faire vivre notre raison d'être :

- *Fédérer, accompagner, mobiliser notre collectif et faire émerger de nouvelles formes d'engagement.*
- *Accorder nos modes d'action aux besoins et aux spécificités des publics et des territoires.*
- *Favoriser une mise en œuvre singulière de nos actions par la solidarité et le partage d'expérience des risques.*
- *Mobiliser des réseaux de partenaires pour relayer nos projets et prolonger notre engagement.*
- *Encourager les comportements responsables face aux défis de la société liés aux risques actuels et futurs. »*

Les moyens mis en œuvre :

Plus de **1800** militants associatifs qui œuvrent sur le territoire dans nos 112 antennes. Les grands sujets traités sont le climat, la mobilité, les accidents de la vie courante.

Les moyens de l'Association sont les suivants :

- Élaboration et diffusion de contenus informatifs et pédagogiques

- Actions de sensibilisations, d'acculturation, d'appropriation et d'actions citoyenne en faveur d'une meilleure connaissance de son environnement et de ses risques liés (naturels, routiers, domestiques, gestes qui sauvent etc...) en milieu scolaire, dans le secteur associatif, avec les collectivités, etc.
- Représentation au sein de salons, d'expositions ...

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2025, dont le total est de 3 514 473 €, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un déficit de 228 706 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les règles générales appliquées résultent des dispositions du plan comptable général adapté aux associations.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis en respectant les principes généraux suivants :

- Image fidèle, comparabilité et continuité de l'activité
- Régularité, sincérité et importance relative
- Prudence
- Permanence des méthodes en dehors des modifications apportées par la première application du règlement ANC 2022-06 détaillé ci-dessous.

Et conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au PCG, modifié par le règlement ANC 2022-06, et sous réserves des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06 modifié par le règlement ANC n°2020-08.

CHANGEMENTS LIES A LA REGLEMENTATION COMPTABLE

A compter du 1er janvier 2025, l'entité a mis en œuvre les dispositions du règlement ANC n°2022 06, modifiant le règlement ANC n°2014-03 du 5 janvier 2014 relatif au Plan Comptable Général, homologué par arrêté au 26 décembre 2023. Ce règlement entraîne des évolutions dans la présentation des états financiers ainsi que dans la classification de certains comptes de charges et de produits.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été établis conformément à ces nouvelles dispositions. Lorsque cela a été nécessaire, les rubriques comparatives ont été adaptées afin d'assurer la cohérence et la comparabilité de l'information financière. L'application de ce règlement n'a pas d'incidence significative sur le résultat ni sur la situation nette de l'entité.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Les tensions géopolitiques, les crises d'approvisionnement en cours et l'augmentation de l'indice des prix à la consommation n'ont pas eu d'impacts significatifs sur l'activité de l'association.

Au cours de l'exercice 2025, un inventaire complet du matériel mis à disposition dans les 112 antennes a été réalisé. Cet inventaire a conduit à un nombre important de sorties d'immobilisations, principalement du matériel informatique et divers équipements.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- * logiciels12 mois ou 5 ans
- * matériel de transport et divers5 ans
- * matériel informatique2 ou 3 ou 4 ans
- * mobilier10 ans ou 3 ans
- * matériel divers3 ans ou 4 ou 5 ans

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CHARGES ET PRODUITS

Ils sont calculés selon le principe de rattachement à l'exercice de référence.

À compter de l'exercice 2025, le compte 77520000 « Produits de cession d'immobilisations corporelles » a été remplacé par le compte 75720000 « Produits divers » conformément au plan comptable applicable. Cette modification n'a pas d'incidence sur le résultat mais améliore la cohérence de l'imputation des produits liés aux cessions.

SUBVENTIONS

Compte tenu de leur faible montant, les subventions d'investissement sont comptabilisées en subventions d'exploitation dans la limite de 10 000 €.

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Il a été procédé à l'évaluation des contributions en nature, portées en pied du compte de résultat. Le mode de valorisation de ces contributions est le suivant :

** Mise à disposition gratuite de biens*

En moyenne, il a été retenu le nombre de 112 antennes pour une occupation de 12M2 de bureaux aménagés, sur une durée de 6 heures par semaine pendant 23 semaines.

Le coût du local aménagé pour une semaine complète est estimé à 36,31 €.

D'où une évaluation de la mise à disposition de biens pour **16 034 €**.

** Mise à disposition gratuite de personnel et prestations économat*

Elles correspondent aux salaires et aux charges patronales des salariés mis à la disposition de l'Association (1 517 603,67 €), à leurs frais de déplacement (56 116,91 €), au coût de l'économat (7 541.41 €) ayant réalisé des prestations pour Prévention MAIF.

** Frais Editique*

La valorisation des frais éditique (affranchissement) pour le compte de Prévention MAIF s'élève à 1 059,63 €.

** Factures payées par MAIF*

Elle correspond à la prise en charge, par la MAIF, de cotisations d'assurance MAIF. Ces cotisations couvrent l'association, ses mandataires et salariés dans la poursuite de l'objet social de l'association. Le montant pris en charge par la MAIF sur l'exercice s'élève à 417 305,91 €. Et des frais studio pour un montant de 64 740.80 €.

Le coût total s'élève à **2 064 368,33 €**.

Les moyens mis à disposition restent les mêmes. Un taux environné de 1,296% est appliqué sur le personnel détaché.

** Bénévolat*

	Groupe de travail, formations	Réunion régionales, AG	112 antennes 2 233 bénévoles	
			Prés/Très/Socr Tâches de secrétariat, Permanences Comptabilité	Activité d'animation Réunion de bureau Réunion d'information
Nbre de personnes concernées	510	1 700	240	1 700
Nbre de jours	2 072	6 113	7 419	45 259
Nbre d'heures par Jours	6	6	6	6
Tarif horaire	36 €	36 €	18 €	24 €
SOUS TOTAL	447 552 €	1 320 408 €	801 252 €	6 517 296 €
TOTAL	9 086 508 €			

REMUNERATIONS

Suite à la décision de l'AG du 26/05/2017, il a été décidé, en application de l'article 9 des statuts de verser à chaque administrateur concerné une indemnité nette mensuelle à compter du 01/07/2025. Cette indemnité s'élève à 600,00 € nette mensuelle pour les membres du bureau et 500,00 € nette mensuelle pour les administrateurs hors bureau.

Ces indemnités s'élèvent sur l'exercice à 93 700 € net.

Le Président de l'association ainsi que le Président de la MAIF ont expressément renoncé à la percevoir.

CONSOMMABLES

Les consommables Prévention MAIF ont été repris par la MAIF au 01 janvier 2018.

PLACEMENTS

L'association Prévention MAIF détient 1 livret A, 12 parts sociales BPACA

La rémunération des parts sociales est imposable à 15%.

Elle détient également 1 compte à terme (CAT) à la BPACA, pour une durée de 3 ans. Les intérêts seront versés à la fin du contrat.

Et un livret institutionnel liquide à la Société Générale dont les intérêts sont soumis au taux d'imposition de 24 %

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit, apports
AUTRES POSTE D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	218 860		1 212
Matériel de transport	93 123		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 920 030		60 651
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 013 153		60 651
Autres titres immobilisés	12 903		
Prêts et autres immobilisation financières	1 504 199		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 517 102		0
TOTAL GENERAL	3 749 116		61 863

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
AUTRES POSTE D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		4 322	215 751	
Matériel de transport		16 323	76 800	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		177 302	1 803 379	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		193 625	1 880 179	
Autres titres immobilisés			12 903	
Prêts et autres immobilisation financières			1 504 199	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		0	1 517 102	
TOTAL GENERAL		197 947	3 613 032	

Amortissements

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>fin d'exercice</i>
FRAIS ETABLIS, RECHERCHE, DEVELOPMT AUTRES IMMO. INCORPORELLES	215 718	2 108	4 322	213 504
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements				
Installations techniques, matériel et outillage				
Installations générales, agencements				
Matériel de transport	83 574	8 302	16 323	75 554
Matériel de bureau, informatique, mobilier	527 693	72 799	88 134	512 358
Emballages récupérables, divers	882 841	119 899	89 168	913 571
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 494 108	201 000	193 625	1 501 483
TOTAL GENERAL	1 709 826	203 108	197 947	1 714 987

<i>Ventilation des dotations</i>	<i>Linéaires</i>	<i>Dégressifs</i>	<i>Exceptionnels</i>	<i>Dotations dérogat.</i>	<i>Reprises dérogat.</i>
FRAIS ETABL., RECHERCHE AUT. IMMO. INCORPORELLES	2 108				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Aménagements					
Install. techniques, outillage					
Install. générales, agencements					
Matériel de transport	8 302				
Matériel bureau et informatique	72 799				
Emballages récupérables	119 899				
IMMO. CORPORELLES	201 000				
TOTAL GENERAL	203 108				

Créances et dettes

<i>Etat des créances</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	17 102		17 102
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	30 497	30 497	
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	47 599	30 497	17 102
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

<i>Etat des dettes</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an, -5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	14 538	14 538		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 654	7 654		
Etat : impôt sur les bénéfices	20 118	20 118		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	42 310	42 310		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Charges à payer

Rubriques	MONTANT
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	
Fournisseurs : factures non parvenues	16 684
TOTAL GENERAL	16 684

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	7 906 224				7 906 224
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	-3 957 177	-253 424			-4 210 602
Excédent ou déficit de l'exercice	-253 424	253 424	-228 706		-228 706
Situation nette	3 695 623	0	-228 706	0	3 466 916
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Total fonds propres	3 695 623	0	-228 706	0	3 466 916

Informations sur les concours

Publics et subvention

D'exploitation

Informations sur les concours publics et subventions d'exploitation :

L'association Prévention MAIF n'a perçu aucune subvention d'investissement ou de concours divers sur l'exercice.

Les subventions d'exploitation perçues par l'association sur l'exercice et sont accordées par les autorités administratives suivantes :

Les conseils départementaux, montant versé = 1 575,60 €

Les Préfectures des départements, montant versé = 32 850,00 €

Le Ministère de l'Intérieur dans le cadre de la réalité virtuelle, montant versé
= 45 000,00 €

L'ASP (Agence de Services et de Paiements) dans le cadre du service civique,
montant versé = 32 193,31 €

Fonds dédiés par projet et selon
l'origine des fonds

Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice	Report	Utilisations	Transfert	Montant global à la clôture de l'exercice	Dont fonds dédiés correspondants à des projets sans dépense au cours des 3 derniers exercices
Subventions d'exploitation						
Les drogues, parlons-en !	910,69		910,69	0,00	0,00	0,00
Remise à niveau seniors	500,00		188,20	311,80	311,80	0,00
Réfléchissez-vous	823,95		173,95	650,00	650,00	0,00
La route perdue	208,00		208,00	0,00	0,00	0,00
Drogues	112,00		112,00	0,00	0,00	0,00
Drogues	352,00		352,00	0,00	0,00	0,00
Les drogues, parlons-en !	972,00		612,83	359,17	359,17	0,00
Tribunal pas banal	504,00		504,00	0,00	0,00	0,00
Plan départemental de sécurité routière	1 000,00		37,00	963,00	963,00	0,00
Sécurité dans le cadre de l'utilisation croissante de la mobilité douce	179,46		179,46	0,00	0,00	0,00
Mobilité douce et remise à niveau SR pour les seniors		1 000,00		1 000,00	1 000,00	0,00
Addictions quand tu nous tiens		800,00		800,00	800,00	0,00
Les drogues, parlons-en !		243,00		243,00	243,00	0,00
T'as ton kit de survie ?		9,00		9,00	9,00	0,00
Tribunal pas banal		126,00		126,00	126,00	0,00
Les drogues, parlons-en !		492,42		492,42	492,42	0,00
Tribunal pas banal		205,18		205,18	205,18	0,00
Réfléchissez-vous		87,20		87,20	87,20	0,00
Contributions financières d'autres organismes						
Ressources liées à la générosité du public						
TOTAL	5 562,10	2 962,80	3 278,13	5 246,77	5 246,77	0,00